Revue

DE DROIT DES AFFAIRES INTERNATIONALES

INTERNATIONAL BUSINESS LAW

Journal

Rédacteur en chef : HENRY LESGUILLONS

SWEET & MAXWELL

Février/
February
2019

N°1

REVUE DE DROIT DES AFFAIRES INTERNATIONALES

INTERNATIONAL BUSINESS LAW JOURNAL

n° 1 - 2019

SOMMAIRE - CONTENTS

ARTICLES

Gilles PILLET — L'achat d'innovation par les grandes entreprises auprès des *startup* : Intégrer la méthode agile dans le processus contractuel / When Large Companies buy Innovation from Startups: Integrating the Agile Method into the Contracting Process 1

Maria Lucia PASSADOR — Rémunération des administrateurs dans le cadre de la Directive sur les Droits des actionnaires : Les pistes de réflexion à la lumière des expériences française et italienne / Shareholder Compensation under the Shareholder Rights Directive: A thought-provoking Debate in view of the French and Italian Experiences 23

Jennifer K. MAMMEN
Daniel C. SCHWARTZ — The Expanded Role of CFIUS in International Business Transactions after FIRRMA / L'élargissement du rôle du CFIUS dans les opérations commerciales internationales après la FIRRMA 51

Patrick PATELIN — L'OCDE, un enjeu de taille pour le futur de l'argentine / OECD, a Major Challenge for Argentina's Future 63

DEUX ETUDES

OHADA : Gouvernance des sociétés anonymes

Pierre Charly NGUE BIKOI — L'administration et la direction dans la société anonyme 73

Paul Kane EBANGA — L'administrateur général de la société anonyme OHADA : Un organe plurifonctionnel 83

ACTUALITES

DROIT DU COMMERCE INTERNATIONAL ET DE LA CONCURRENCE / INTERNATIONAL TRADE AND COMPETITION LAW

Ismaelline EBA NGUEMA — L'interminable différend Communautés Européennes-Bananes : Un révélateur d'un aspect des relations commerciales et de l'ORD ? 97

L'OCDE, UN ENJEU DE TAILLE POUR LE FUTUR DE L'ARGENTINE

OECD, A MAJOR CHALLENGE FOR ARGENTINA'S FUTURE

Patrick PATELIN*

LT Argentina; Macro-economics; OECD

La semaine de l'OCDE s'est tenue à Paris du 28 mai au 1 juin 2018. A cette occasion, le conseil des ministres de l'OCDE a reçu des membres du gouvernement argentin. Aucune information n'a été dévoilée au sujet de la demande d'adhésion de l'Argentine à l'OCDE.[1] Cet article a toutefois pour objet d'éclairer le lecteur notamment sur les enjeux de cette candidature.

OECD Week 2018 was held in Paris from 28 May to 1 June. This time, the OECD ministerial council welcomed members from the Argentinian government, however, no insights were revealed in terms of Argentina's request for membership. The purpose of this article is to provide some background to the challenges relating to this application.

Rappelons brièvement que face à de récentes difficultés monétaires, l'Argentine vient d'obtenir, le 20 juin 2018, une aide financière auprès du Fonds monétaire international (« FMI »).[2] L'acceptation de ce prêt était soumise à plusieurs conditions dont certaines se rapprochent de celles exigées par l'Organisation de coopération et de développement économiques (« OCDE »). Par ailleurs, le 20 juin 2018,[3] MSCI[4] a classé l'Argentine dans les économies émergentes. La dernière étape serait, pour l'Argentine, de devenir un membre à part entière de l'OCDE.

Briefly, on 20 June 2018, faced with recent financial difficulties, Argentina obtained financial assistance from the International Monetary Fund (IMF). Their acceptance of this loan was subject to several conditions of which some were similar to those of the Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD). In addition, on 20 June 2018, MSCI classified Argentina as an emerging economy. The final step for Argentina would be to become a full-time member in the OECD.

L'objectif est en effet d'apporter des garanties sur la pérennisation des actions menées par ce pays. Il doit de nouveau pouvoir attirer les principaux acteurs du commerce, de l'industrie et de la finance internationale, moteurs d'une croissance indispensable.

In fact, the main purpose of its quest is to establish guarantees on the sustainability of the actions carried out by this country. It must be able to establish partnerships again with key international players in business, industry, and finance, in order to enable their essential growth.

Dans ce cadre le rôle des institutions internationales est incontournable puisqu'elles sont devenues les garants de la bonne conduite d'un Etat. Ainsi l'Argentine, qui assure la présidence du G20[5] et a clairement manifesté son intention

In this context, international institutions have helped to establish and maintain healthier state behaviour and, as a result, have established for themselves essential roles. Thus, Argentina, which currently chairs the G20

* Avocat associé, Patelin Conseil. Patrick Patelin est diplômé des universités de droit de Bordeaux et d'Iowa aux Etats-Unis. Avocat inscrit au barreau de Rosario en Argentine, il est également Conseiller du Commerce extérieur de la France en Argentine.

© 2019 Thomson Reuters and Contributors

and clearly stated its intention to reinforce its ties with the EU, wishes to join the OECD.

Through a variety of articles and commentaries, we have tried to identify the main issues impeding this membership and have examined the main objectives and means of this organisation, which is simultaneously appreciated and contested.

de renforcer ses liens avec l'Union européenne,[6] souhaite adhérer à l'OCDE.

Sur la base de différents articles ou commentaires, nous avons tenté d'identifier les enjeux de cette adhésion et examiné les principaux objectifs et moyens de cette organisation, à la fois appréciée et contestée. .

OECD OBJECTIVES AND MEANS

LES OBJECTIFS ET LES MOYENS DE L'OCDE

The Organisation for Economic Co-operation and Development Convention was signed on 14 December 1960, in Paris, and the OECD became an official institution a year later on 30 September 1961. This international, economic organisation, composed of 35 member countries, took over the reins from the Organisation for European Economic Cooperation (OEEC) which was created in 1948 under the Marshall Plan.

A la suite de la signature, le 14 décembre 1960 à Paris, de la Convention relative à l'Organisation de coopération et de développement économiques,[7] l'OCDE a officiellement été instituée le 30 septembre 1961. Il s'agit d'un organisme économique international, aujourd'hui composé de 35 pays,[8] qui prend le relais de l'Organisation européenne de coopération économique créée en 1948 dans le cadre du plan Marshall.

The three main goals of the OECD are defined in the Convention's first article: "to contribute to sound economic expansion in member as well as non-member countries in the process of economic development", to promote "world trade on a multilateral, non-discriminatory basis in accordance with international obligations" and finally to "contribute to the expansion of world trade on a multilateral, non-discriminatory basis in accordance with international obligations."

L'article premier de la Convention relative à l'OCDE définit trois objectifs majeurs, à savoir celui de « contribuer à une saine expansion économique dans les pays membres et non membres en voie de développement économique », celui de promouvoir le « commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire conformément aux obligations internationales », et enfin, celui de « contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire conformément aux obligations internationales ».

The OECD Council has access to several legal instruments, in particular in the areas of economy, education, environment, innovation, technology and health, and will therefore be able to adopt decisions and recommendations.

Le Conseil de l'Organisation[9] dispose de plusieurs instruments juridiques notamment dans les domaines de l'économie, de l'éducation, de l'environnement, de l'innovation et des technologies, ainsi que de la santé. Il pourra ainsi adopter des Décisions et des Recommandations.

Strictly speaking, these decisions or recommendations are not legally binding treaties, but they do impose similar obligations (the "Decisions") and their moral authority is such (the "Recommendations") that it forces member countries to take all necessary measures to implement them.

Les Décisions ou Recommandations ne constituent pas, sur un plan strictement juridique, des traités. Toutefois, elles entraînent des obligations similaires à celles d'un traité international (les décisions) et leur force morale est telle (les recommandations) que les pays membres doivent s'y soumettre et prendre toutes les mesures nécessaires à leur mise en œuvre.

The "Declarations" and "Arrangements", other legal instruments used by the Institution, are to some extent similar to the Recommendations. In contrast with all of these, the "International Agreements" are, in fact, legally binding for the member countries.

Les Déclarations ou les Arrangements, autres instruments juridiques utilisés par l'Institution, sont dans une certaine mesure de la même nature que les Recommandations. En revanche, les Accords internationaux lient juridiquement les pays partis à ces accords.[10]

Thus, its member countries specially created the OECD Codes of Liberalisation of Capital Movements and Current Invisible Operations and also adopted the OECD's Guidelines for Multinational Enterprises.

Ainsi les pays membres de l'Organisation ont notamment créé les Codes de la libération des mouvements de capitaux et des opérations invisibles[11] ou encore adopté les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales.[12]

© 2019 Thomson Reuters and Contributors

L'Organisation dispose de structures, .de comités et de groupes de travail (plus de 350) qui couvrent tous les domaines liés aux objectifs de l'OCDE. A titre d'exemples, nous citerons le Comité d'aide au développement, le Comité des politiques d'environnement, le Comité des affaires fiscales ou encore le Comité des mouvements de capitaux et des transactions invisibles.

The Organisation has structures, committees and working groups (more than 350) to cover all fields pertaining to the OECD's objectives. These include, for example, the Development Assistance Committee (-DAC), the Environment Policy Committee (EPOC), the Committee on Fiscal Affairs (CFA) or the -Committee on Capital Movements and Invisible Transactions (CMIT).

L'Organisation fait désormais partie des institutions incontournables internationalement reconnues. Le Conseil de l'OCDE fixait en ce sens les 25 et 26 mai 2011 un nouveau cap : « Faire de l'OCDE un réseau mondial pour l'action publique plus efficace et plus intégrateur ».[13] En faisant partie de l'OCDE, l'Argentine redeviendrait l'acteur majeur de l'Amérique du Sud et scellerait sa crédibilité auprès des investisseurs étrangers.

The organisation has now become an essential, internationally renowned institution. Accordingly, on 25 and 26 May 2011, the OECD Council set a new goal: "To make the OECD a more effective and inclusive global public policy network". By becoming a member of the OECD, Argentina should be able to restore its position as the major player in South America and ensure its credibility with foreign investors.

LES ENJEUX D'UNE ADHESION A L'OCDE

OECD MEMBERSHIP CHALLENGES

Force de réflexion, de proposition et d'inflexion, l'OCDE a vu son rôle et son influence se consolider au fil des ans. A compter des année 90, prenant conscience de cette réalité, les Etats ont été de plus en plus nombreux à solliciter une adhésion malgré l'existence de conditions particulièrement rigoureuses à remplir.

Over the past few years, after much thought, debate, and redirection, the OECD has successfully consolidated its role and influence. Beginning in the early 1990s, becoming aware of this, in spite of some very rigorous qualification conditions, more and more countries began applying for membership.

Fief à sa création des pays les plus riches de la planète, l'OCDE a vu des pays en développement chercher à s'en rapprocher. Le Mexique[14] (1994) et le Chili[15] (2010) en sont membres. Aujourd'hui c'est au tour de la Colombie[16] et du Costa Rica,[17] tout comme de l'Argentine, de souhaiter en devenir membre.

As the fiefdom of the richest countries on the planet from its creation, the OCDE saw developing countries try to get closer. In 1994, Mexico became a member, followed by Chile in 2010. Today, Colombia, Costa Rica, like Argentina, are seeking the same status.

Le gouvernement, formé fin 2015 par Mauricio Macri, s'est donc employé à mettre en place plusieurs réformes portant sur la libéralisation de l'économie et à régler la plupart des sujets de controverses existant au niveau international.

The current Argentinian government, formed by Mauricio Macri in 2015, has implemented many reforms in an attempt to liberalise the economy and resolve most international controversial issues.

Le défi est cependant de taille. Le pays, après avoir connu en 2001/2002 une crise sans précédent puis traversé une période fortement protectionniste, avait profondément marqué les esprits suites aux nombreuses procédures CIRDI[18] (« Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements ») et aux « condamnations » de l'OMC[19] (« Organisation mondiale du commerce »). Malgré ses ressources considérables, l'Argentine s'était retrouvée isolée et n'attirait plus les capitaux étrangers.

The challenge, however, remains significant. After experiencing an unprecedented crisis in 2001/2002 and enduring a strongly protectionist period, the country made a striking impression following the numerous procedures implemented by the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID), and the "condemnation" by the World Trade Organisation (WTO). In spite of its considerable resources, Argentina became isolated and lost its appeal in the eyes of foreign investors.

Dans ce contexte, il était indispensable de regagner la confiance des principaux acteurs du commerce ou des investissements internationaux et de leurs bailleurs de fonds.

In this context, the need to regain the confidence of key economic players or international investors and money lenders soon became very apparent.

Ainsi, fin 2016, l'Argentine a mis en œuvre un Plan d'action en coopération avec l'OCDE. Ce Plan[20] établit les priorités

As result, at the end of 2016, Argentina established a co-operative action plan with the OECD. This plan sets

© 2019 Thomson Reuters and Contributors

the priorities for national reform in several fields including economy policy, competition, investment, public management and state modernisation, reinforcement of the digital economy, battle against corruption, etc.

Argentina has already subscribed to 30 of the organisation's proposed instruments[22] thus demonstrating its willingness to satisfy the previously announced plan.

At the Multidimensional Economic Study, presented on 27 July 2017 in Buenos Aires by Ms Gabriela Ramos, OECD Chief of Staff, and G20 Sherpa, and by Mr Nicolás Dujovne, the Argentine Minister of Finance, it was stated that:

> "Argentina has committed to an audacious transformation of its economy which has already reinforced its attraction to national and international investors. The main objective must however remain to be improvement of the well-being of its citizens",

and that,

> "inequalities, poverty, and the underground economy, have been hindering growth, and the battle against these three issues must therefore form the core of any effort to promote sustainable and inclusive growth".

This study reinforces the necessity of attacking the main factors of crisis which include microeconomics—imbalanced incentives, errors in terms of risk measurement and mitigation, loopholes in regulations and monitoring—and macroeconomics, problems associated with accumulation of imbalances in international debt, difficulties associated with low real interest rates. Their main objective is to avoid a repetition of what Argentina has endured in the past: debt, budgetary imbalances, unemployment, and unfavourable external events.

In the light of this, the OECD has demonstrated its willingness to promote sustainable, socially responsible development.

The OECD's actions, mostly recognised by neophytes for its expertise in economics, play a normative role and this fact has not escaped the attention of major international investors. These informed professionals have clearly understood the main interest of this organisation which obliges its member countries, as well as those who are part of their legal instruments, to respect the OECD "norms" and incorporate them into their legal systems. Mutatis mutandis, these norms are also imposed on investors, especially the norms presented in the OECD's Guidelines for Multinational Enterprises. On 4 May 2010, the governments of 42 member and non-member countries signed the OECD Declaration on International Investment and Multinational Enterprises as well as the associated Decision.

de réforme du pays dans plusieurs domaines : politique économique, concurrence, investissement, gestion publique et modernisation de l'Etat, lutte contre la corruption, économie numérique, etc.

Notons que l'Argentine a déjà adhéré à une trentaine d'instruments proposés[21] par l'Organisation, montrant ainsi sa volonté de satisfaire le Plan précédemment énoncé.

A l'occasion de l'Etude économique multidimensionnelle, présentée à Buenos Aires le 27 juillet 2017 par Mme Gabriela Ramos, Directrice de cabinet de l'OCDE et sherpa du G20 pour l'Organisation, et par M. Nicolás Dujovne, ministre argentin des Finances, il a été mentionné que

> « L'Argentine a engagé une transformation audacieuse de son économie qui a déjà renforcé son attractivité pour les investisseurs nationaux et étrangers. L'objectif principal doit néanmoins rester celui de l'amélioration du bien-être des citoyens ».

En outre,

> « les inégalités, la pauvreté et l'économie informelle entravent la croissance, et les actions de lutte sur ces trois fronts doivent donc être au cœur des efforts pour promouvoir une croissance à la fois durable et inclusive ».[22]

Cette étude rappelle la nécessité de s'attaquer aux facteurs de la crise qui sont à la fois microéconomiques — distorsions des incitations, défaillances dans la mesure des risques et dans leur gestion, carences de la réglementation et de la surveillance — et macroéconomiques — problèmes associés à l'accumulation de déséquilibres dans les créances internationales, difficultés liées aux taux d'intérêt réels peu élevés. Le principal objectif est d'éviter de reproduire ce que l'Argentine a connu dans le passé : la dette et le déséquilibre budgétaire, le chômage et les chocs extérieurs.

L'OCDE affiche ainsi sa volonté de promouvoir un développement durable et socialement responsable.

L'action de l'OCDE, davantage connue par les néophytes pour son expertise dans le domaine économique, joue un rôle normatif qui n'a jamais échappé aux principaux investisseurs internationaux. Ces professionnels avertis ont clairement perçu l'intérêt de l'Organisation, qui oblige l'Etat membre ou celui adhérant à l'un des instruments juridiques de celle-ci à respecter les « normes OCDE » qui s'imposent dans l'ordre juridique de l'Etat concerné. Mutatis mutandis, ces normes s'imposent également à l'investisseur, notamment celles résultant des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales. Le 4 mai 2010, les gouvernements de 42 pays membres et non

© 2019 Thomson Reuters and Contributors

membres ont adhéré à la Déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales et à la Décision connexe.

C'est à cette occasion que des Points de contact nationaux ont été créés. Leur rôle est de rendre compte au Comité de l'OCDE de la mise en place et du respect des Principes directeurs de l'Organisation à l'intention des entreprises multinationales et de contribuer à la résolution amiable des conflits entre les acteurs concernés.[23]

This led to the creation of National Contact Points. Their role is to keep the OECD Committee informed of the status of implementation and observation of the organisation's Guidelines for Multinational Enterprises but also to contribute to the friendly resolution of conflicts between the concerned players.

Ces éléments rassurants ne doivent pas faire oublier les critiques formulées à l'égard d'une organisation internationale qui ne fait pas l'unanimité.

In spite of these reassurances, it is important to remember the criticisms formulated against an international organisation that does not represent unanimous opinion.

L'OCDE, UNE INSTITUTION PARFOIS CONTESTEE...

THE OECD, A CONTROVERSIAL INSTITUTION ...

Certains auteurs considèrent que l'OCDE n'est pas dotée d'une véritable légitimité à imposer ses vues. A la différence de l'ONU, elle n'est pas, selon eux, une organisation démocratique et universelle.

Some think that the OECD lacks a legitimate mandate to impose its views. Unlike the UN, it is not, in its own opinion, a democratic and universal organisation.

Ils considèrent également que l'OCDE est une organisation partisane. Elle aurait pour objectif principal de promouvoir les valeurs du libéralisme, politique et économique, au détriment du service public ou de la collectivité.

They also think that the OECD is a partisan organisation whose main purpose seems to be to promote liberalism, politics and economies, even if to the detriment of the quality of public service and the health of the general community.

Cette attitude a eu l'occasion de se manifester à l'occasion de la proposition liée à l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) proposé par l'OCDE. Une négociation sur cet Accord s'était engagée en mai 1995 et devait aboutir en avril 1998 malgré les risques qu'il présentait sur de nombreux sujets, en particulier sur la santé et l'environnement,[24] sur la culture, sur le droit interne ou encore sur les droits sociaux de certains pays. C'est ce dernier point que souligne Lionel Jospin en 1998 :

This attitude was manifested in the OECD's proposal of the Multilateral Agreement on Investment (MAI). Negotiations on this Agreement started in May 1995 and were supposed to end in April 1998, despite the risks it presented in many fields especially health, the environment, culture, national laws or, in some countries, social rights. This latter issue was addressed by Lionel Jospin in 1998:

> « La concurrence pour attirer un investissement par l'abaissement des normes sociales ou des règles de protection de l'environnement doit être proscrite. Les entreprises doivent respecter les normes sociales et environnementales fondamentales. »[25]

> "Competition to attract investment by the lowering of social standards or environmental protection must be prohibited. Companies must respect the fundamental social and environmental norms."

Les désaccords se manifestant dans de nombreux pays, il était décidé de suspendre les négociations en décembre 1998 « ...et elles ne vont pas reprendre »,[26] selon la communication effectuée par l'Organisation même.

As a result of the many disagreements in many countries, in December 1998 it was decided to suspend the negotiations and, according to the OECD, itself, "...they will not be re-visited".

Par ailleurs, la place que doit occuper l'OCDE parmi toutes les organisations internationales est sujette à polémiques. La controverse a également pour objet la portée de ses décisions, recommandations, principes, modèles, guides pratiques portant sur un même secteur d'activité. Comment les hiérarchiser ? En d'autres termes, se pose la question de déterminer la capacité de l'OCDE à participer à la régulation juridique de la mondialisation.

Furthermore, the place which the OECD should occupy amidst all of the other international organisations is still in question. The controversy also surrounds the scope of its decisions, recommendations, principles, models, and practical guides on specific sectors. How should they be prioritised? In other words, how should we determine the OECD's authority to shape legislation regulating globalisation?

© 2019 Thomson Reuters and Contributors

The recurrent question concerning the proliferation of international norms and rules, and their impact on the historic rights of individual states to determine their own laws, is raised by many different voices underlining the risks associated with both extremes, i.e. over and under-regulation.

La question récurrente du foisonnement des normes ou des règles internationales et de leur impact sur le pouvoir traditionnel des Etats à dire le droit est posée par de nombreux auteurs qui soulignent le risque de « sur-réglementation » ou au contraire de « sous-réglementation ».[27]

This question, and the uncertainty of its answer, is imposed based on practical observations revealing a multiplicity of international agreements ratified by various states, or norms issued by international organisations in which some of these states participate and incorporate them or not into their own internal laws. To the surprise of some uninformed lawyers, these norms are likely to apply in a conflict. As a result, investors must be very vigilant when evaluating the attractiveness of any country. The proliferation of norms invariably leads to confusion.

Cette interrogation et l'incertitude de la réponse résultent de l'observation de la pratique, qui fait apparaître une multiplication d'accords internationaux conclus entre Etats, ou de normes émises par des organisations internationales auxquelles participent certains de ces Etats qui les reprennent ou non dans leur ordre juridique interne. Ces normes, à la surprise de juristes non avertis, sont susceptibles de s'appliquer au détour d'un conflit. Tout investisseur devra donc faire preuve d'une vigilance particulière en évaluant l'attractivité d'un pays. De la prolifération de normes naît la confusion.

Although numerous criticisms have been raised against the OECD, it has enough significant influence to appear to be a necessary institution at the global level.

Bien que de nombreuses critiques soient émises à l'égard de l'OCDE, l'institution jouit d'un rayonnement suffisamment important pour apparaître nécessaire à l'échelle mondiale.

... BUT NECESSARY

... MAIS NECESSAIRE

In Argentina, the 1990s were marked by the implementation of a liberal policy known as "The Washington Consensus", which resulted in an increase in public debt.

Les années 90 ont été marquées en Argentine par la mise en œuvre d'une politique libérale dite du « Consensus de Washington »,[28] qui a provoqué l'augmentation de la dette publique.

The key public and private money lenders were misled by this liberalisation which has not produced the promised results but which, in 2002, plunged Argentina into a disastrous financial crisis and actually succeeded in freezing foreign investment.

Les principaux bailleurs de fonds publics ou privés ont été trompés par cette libéralisation qui n'a pas porté les fruits escomptés et qui, à l'inverse, a plongé l'Argentine dans la crise financière désastreuse[29] de 2002 ayant eu pour effet de paralyser les investissements étrangers.

In Argentina, the "external debt-savings" cycle had clearly prevailed over the "external investment-savings" cycle. As a result, its financial dependency tended to link any hope for growth or consistency to the behaviours of financial markets. The economy was headed towards what Keynes called a "casino economy", in which appeals for capital funding increase as the needs increase.

Le cycle « endettement-épargne externe » avait nettement prévalu sur le cycle « investissement-épargne interne » en Argentine. De ce fait, la dépendance financière tendait à lier la croissance et sa régularité aux comportements des marchés financiers. Le fonctionnement de l'économie s'était orienté vers ce que Keynes nommait une « économie casino »,[30] où le besoin de financement appelle des entrées de capitaux à la mesure de ce besoin croissant.

These problems are all part of the past, in spite of resurgences that, at times, cause sporadic concerns. As a member of the OECD, Argentina would clear an important hurdle since it would find itself part of the "elite club" representing more than 70 per cent of the global GDP.

Ces problèmes faisant partie du passé, malgré des résurgences pouvant susciter des inquiétudes ponctuelles,[31] avec une adhésion à l'OCDE, l'Argentine franchirait un pas important puisqu'elle rejoindrait « le club de l'élite » regroupant près de 70 pour cent du PIB mondial.

After signing the Accession Agreement to the OECD Convention in 2010, Ms Michelle Bachelet, the President of Chile, 31st member of the Organisation, declared:

Mme Michelle Bachelet, Présidente du Chili, pays devenu en 2010 le 31ème membre de l'Organisation, a déclaré après la signature de l'accord d'adhésion à la Convention de l'OCDE[32] :

© 2019 Thomson Reuters and Contributors

« La joie légitime et sincère dont je parle s'accompagne aussi d'un sentiment de satisfaction et de fierté, car bien que cet accord [d'adhésion] ne marque que le début d'une collaboration entre le Chili et les Etats membres de l'OCDE, il est aussi un signe éclatant de reconnaissance des progrès accomplis par notre pays durant ces années de liberté et de démocratie pour tous les Chiliens. [...] Mais l'intégration à l'OCDE est beaucoup plus qu'un signe de reconnaissance. C'est surtout le début d'un nouveau chemin d'avenir qui nous ouvre de nouvelles possibilités de progresser plus rapidement vers ce développement tant désiré. L'adhésion à l'OCDE aidera le Chili à faire un saut qualitatif s'agissant des politiques publiques et de la modernisation de l'Etat. En tant que membre de l'OCDE, le Chili œuvrera, aux côtés des économies les plus avancées du monde, à la recherche de solutions à apporter aux principaux défis auxquels nous sommes confrontés, notamment sur le plan économique, social et environnemental, défis qui sont par essence mondiaux. »

"The 'legitimate and genuine happiness' of which I speak is also matched by a sense of satisfaction and pride because this [Accession] Agreement, although simply the first step on a path of collaboration between Chile and OECD member countries, is also a ringing endorsement of all the progress we have made as a country during these years of freedom and democracy for all Chilean people. [...]. But joining the OECD is much more than recognition. In particular, it is the first step on a new journey into the future which will open up major new opportunities to move more quickly towards that long-desired development. Membership of the OECD will help Chile make a qualitative leap forward in terms of public policies and state modernisation. As an OECD member, Chile will work with the world's most advanced economies in seeking solutions to our key economic, social, environmental and other challenges-challenges that are quintessentially global."

Sur le plan économique, au même titre que son voisin chilien, l'Argentine devra donc continuer à effectuer d'importantes réformes afin d'intégrer l'OCDE. Il est toutefois important de noter que l'Organisation a clairement manifesté sa volonté de mettre en place des garde-fous aux objectifs « libéraux » fixés. Ainsi, en matière de conduite responsable des entreprises, des Principes directeurs de l'OCDE constituent un code exhaustif convenu à l'échelon international que les gouvernements se sont engagés à promouvoir. Ces Principes directeurs encouragent une contribution positive des entreprises au progrès économique, environnemental et social partout dans le monde. Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales sont des recommandations destinées à favoriser une conduite raisonnable des entreprises dans un environnement mondialisé, en conformité avec les législations applicables et les normes internationalement admises. Pascal Lamy,[33] ancien directeur général de l'OMC, s'interroge à juste titre sur l'équilibre entre la maximisation des bénéfices des investissements et la minimisation de leurs éventuels effets négatifs. Cette « globalisation maîtrisée » doit selon lui avoir pour Ying des « règles et principes de comportement clairs pour nos entreprises » et pour Yang « une flexibilité de mise en œuvre suffisante pour les investisseurs et les gouvernements. » « La question est donc de savoir comment maximiser les bénéfices des investissements tout en minimisant leurs éventuels effets négatifs. »

Similar to its Chilean neighbour, and for the sake of economics, Argentina must therefore continue to make important reforms in order to join the OECD. It is, however, important to note that the organisation has clearly manifested its desire to implement a protective guard around what is sees as "liberal" objectives. Thus, in terms of ensuring the responsible behaviour of corporations, the OECD's guidelines constitute an exhaustive code which has been approved at the international level and which governments have agreed to promote. These guidelines encourage multinationals to make positive contributions to global economies, environments, and social development. The OECD's guidelines, intended for multinational enterprises, are recommendations to favour reasonable conduct in a global environment and to conform to the applicable legislation and internationally-accepted norms. Pascal Lamy, a former general director of the WTO, rightly questioned the balance between the maximisation of profits on investments and the minimisation of their potential negative effects. According to him, this "controlled globalisation" must produce a "Ying" of "clear rules and principles of behaviour for our corporations" and a "Yang" of "sufficient flexibility of implementation for investors and governments." "The question is, therefore, knowing how to maximise profits on investments while minimising their potential negative effects."

Sur le plan juridique, il s'agira d'éviter les effets pervers d'un libéralisme débridé mais également de rassurer les investisseurs étrangers qui avaient à plusieurs reprises

Legislation must prevent the perverse effects of unbridled liberalism but also reassure foreign investors who have often stigmatised the unpredictability of the

© 2019 Thomson Reuters and Contributors

Argentinian legal system and the legal uncertainties in spite of international conventions which were formalised before the 2002 crisis. The investor's legal stability must therefore be reinforced while, at the same time, the remits of the state must also be respected.

stigmatisé l'imprévisibilité de la règle de droit et le défaut de sécurité juridique de l'Argentine malgré l'existence de conventions internationales conclues avant la crise de 2002. Il conviendra donc de renforcer la sécurité juridique de l'investisseur tout en respectant les attributions de l'Etat.

A "balance of interests" must be found between the need to attract foreign investments, and the state's legal prerogative of self-preservation. The various reforms which the Argentinian government has implemented, especially in terms of the Public-Private Partnership, employment laws and tax laws are the best examples. There are numerous texts and their scope undeniably modifies the legal environment of that country. The legal decisions that will probably be announced in the next few months should confirm this change in course.

L'enjeu consistera à trouver un équilibre (« balance of interests ») entre attraction des investissements, protection juridique et prérogatives de l'Etat. Les différentes réformes que le gouvernement argentin a mis en place, notamment en matière de partenariat public-privé,[34] en droit du travail[35] ou encore en droit fiscal[36] en sont les meilleurs exemples. Les textes sont nombreux et leur portée modifie incontestablement l'environnement juridique de ce pays. Les décisions de justice qui ne manqueront pas d'être prononcées dans les prochains mois devraient confirmer ce changement de cap.

For its part, without abandoning its liberal objectives, the OECD should be in a good position to learn from Argentina's past economic and legislation issues in order to help it find this balance.

De son coté, sans abandonner ses objectifs libéraux, l'OCDE devrait être en mesure de prendre en compte les enseignements du passé de l'Argentine tant sur le plan économique que juridique afin de l'aider à trouver cet équilibre.

Notes

1. Se postergó el ingreso de la Argentina a la OCDE, La Nación.
2. FMI aprobó préstamo a Argentina por $50.000m (con desembolso inmediato de $15.000m), Ambito.
3. Argentina, mercado emergente: Por qué la definición del MSCI es clave para la economía argentina, La Nación.
4. MSCI, anciennement Morgan Stanley Capital International, est une entreprise de services financiers qui classe les Pays dans trois catégories : Frontier Markets, Emerging Markets, Developed Markets.
5. Depuis le 1 décembre 2017. Retrouvez toutes les informations sur le site du G20.
6. Communiqué de l'Ambassade de France en Argentine, L'Union européenne et l'Argentine.
7. Convention relative à l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
8. Liste des 35 pays membres, OCDE.
9. Organe décisionnel de l'Organisation, Schéma organisationnel de l'institution, OCDE.
10. Instruments d'investissements, OCDE.
11. Code de libération des mouvements de capitaux et des opérations invisibles, OCDE.
12. Les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des multinationales, OCDE.
13. Réunion du Conseil au niveau des Ministres à Paris : Vision d'avenir pour l'OCDE à l'occasion de son 50ème anniversaire, OCDE.
14. En savoir plus sur le Mexique et l'OCDE.
15. En savoir plus sur le Chili et l'OCDE.
16. Lancement des discussions avec la Colombie en mai 2013 en vue d'une adhésion à l'OCDE.
17. Ouvertures de discussions formelles d'adhésion à l'OCDE avec le Costa Rica en avril 2015.
18. L'Argentine est l'Etat connaissant le plus grand nombre d'affaires enregistré à son encontre devant le CIRDI, à savoir 54.
19. Notamment, Les membres continuent de critiquer le régime de licences d'importation de l'Argentine, OMC.
20. Argentina strengthens co-operation with the OECD via a new Action Plan, OCDE.
21. A mutually beneficial relationship, OCDE.
22. L'Argentine doit poursuivre ses réformes pour donner un nouvel élan à une croissance soutenable et inclusive, OCDE.
23. Organización para la cooperación y el desarrollo económico OCDE, Ministerio de las Relaciones Exteriores y Culto de la República Argentina.

© 2019 Thomson Reuters and Contributors

24. Voir en ce sens : *Pétition déposée par l'Association canadienne des médecins pour l'environnement.*

25. Communiqué de M. Lionel Jospin, Premier ministre, sur la position de la France concernant le projet d'accord multilatéral sur l'investissement (AMI), Paris le 13 février 1998.

26. Accord multilatéral sur l'investissement, OCDE.

27. *Bounded rationality and economic diplomacy: The politics of investment treaties in developing countries,* Lauge N. Skovgaard Poulsen, L. N. S. (2015).

28. Expression de John Williamson décrivant un ensemble de mesures économiques libérales recommandées par La Banque Mondiale et le FMI. Celles-ci ont été prises par les pays en développement pour faire face à leur dette souveraine.

29. *Amérique latine : les revers d'une libéralisation précipitée*, *Le Monde*, Laurence Caramel et Serge Marti, 15 octobre 2002.

30. *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Keynes (éd. Payot, 1982), p.171.

31. Notamment, Actualité économique et financière de l'Argentine du 1er décembre au 14 décembre 2018, ministère de l'Economie et des Finances de la République Française, Direction générale du Trésor.

32. Discours prononcés à Santiago du Chili le 11 janvier 2010, par Michelle Bachelet, Présidente du Chili et Angel Gurría, Secrétaire général de l'OCDE, après la signature par la République du Chili de l'accord d'adhésion à la Convention de l'OCDE.

33. *La mise en œuvre des Principes directeurs de l'OCDE sur les multinationales*, Conférence OCDE, Bruxelles, le 10 mai 2001.

34. Loi sur les contrats de partenariat public-privé argentine (en espagnol).

35. Projet de loi sur la réforme du droit du travail en Argentine (en espagnol).

36. Loi d'impôts sur le revenu argentine (en espagnol).

© 2019 Thomson Reuters and Contributors